[Traduction du Greffe]

## Annexe 20

Sainte-Lucie Déclaration liminaire à la COP26

## Réunion au sommet des dirigeants mondiaux

## Vingt-sixième Conférence des Parties (COP26) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

Glasgow (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Lundi 1er et mardi 2 novembre 2021

## Déclaration nationale de 3 minutes faite par M. Philip Joseph Pierre, Premier ministre de SAINTE-LUCIE

Monsieur le Président, je me joins à tous pour vous remercier d'avoir bien voulu accueillir la présente rencontre capitale de dirigeants mondiaux, qui vient camper le décor de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de cette année. Alors que nous sommes aux prises avec la pandémie mondiale, le fait que nous soyons réunis ici dit assez, à mon avis, que nous reconnaissons être à un tournant **décisif**; **un point de bascule**.

La présente décennie (2020-2030) est la **dernière**, la **dernière** chance pour nous de mettre notre planète sur les rails devant nous permettre d'atteindre l'objectif de 1,5 degré Celsius. **Relèverons-nous** le défi ? Telle est la question qui se pose à nous. Écouterons-nous la voix de la morale par-dessus tout ? Les petits États insulaires en développement comme mon pays, Sainte-Lucie, dont la situation et les besoins spéciaux ont été déterminés à Paris, vivent dans leur chair une crise de l'humanité.

Le Secrétaire général de l'ONU voit dans le Rapport du Groupe de travail 1 du GIEC « une alerte rouge pour l'humanité ». Certains changements, tels que l'élévation du niveau de la mer et l'acidification des océans, incontestablement déjà en cours, sont porteurs de conséquences dramatiques pour les petits États insulaires en développement et les États de faible altitude. Mais nous savons que nous avons **encore** les moyens d'atteindre l'objectif de 1,5 degré Celsius. Pour tenir ce pari, force nous est d'agir maintenant!

Les pays **doivent** d'urgence soumettre de nouvelles contributions déterminées au niveau national (CDN) aux fins de la réalisation des objectifs de 2030 qui tendent à permettre d'atteindre l'objectif de 1,5 degré Celsius, adossées à des stratégies à long terme crédibles, l'objectif étant d'atteindre la neutralité climatique à l'horizon 2050. Nous **devons** soutenir les investissements dans les domaines de l'énergie éolienne, solaire et les autres énergies renouvelables.

**Ensemble**, nous avons les moyens de changer le cours des choses. Nous devons nous armer de **discipline** et de **résolution**. Nous **ne saurions** vaciller lorsque la survie du genre humain est en jeu.

À cet égard, les dirigeants mondiaux **doivent** tenir la promesse qu'ils ont faite de financer à long terme la riposte face aux changements climatiques en aidant non seulement à en atténuer les effets, mais également à s'y adapter. Nous devons également **mettre en exergue** et ériger les pertes et dommages en volet **distinct** de l'action et de l'appui climatiques.

En outre, il est grand temps pour nous de mettre en œuvre le règlement de l'Accord de Paris. Traduire en acte cette œuvre **capitale**, c'est asseoir le principe de responsabilité et se donner les moyens de l'ambition la plus **élevée** possible, sans sacrifier les impératifs de transparence et d'intégrité environnementale.

Chers collègues et amis, nous autres du monde en développement sommes sur la ligne de front, nus. Vulnérables, nos citoyens déshérités voient leur qualité de vie se dégrader d'autant plus sérieusement qu'ils n'ont guère les moyens de faire face aux effets des changements climatiques.

Pouvons-nous, en tant que dirigeants **responsables**, en âme et conscience, sacrifier **l'humanité** à la logique du monde industriel ? Continuerons-nous de méconnaître la science **pour risquer l'avenir** des jeunes, des femmes, des communautés autochtones, du secteur privé et des organisations non-gouvernementales ? Que réserve l'avenir aux pays comme Taiwan, auxquels l'ONU n'a pas encore véritablement reconnu le statut d'État, mais qui n'en sont pas moins aux prises avec les effets des changements climatiques, lors-même qu'ils soutiennent la cause des petits États insulaires en développement ?

Futurs héritiers de notre planète, les jeunes nous regardent. Nous **ne pouvons pas** les trahir. Ne soyons pas la génération de dirigeants qui, ayant eu l'ultime chance de mettre la planète sur la bonne voie, aura choisi au contraire de ne pas s'intéresser à ses habitants par-dessus tout.

Je vous remercie.

Octobre 2021